



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020



PRÉFET
DE LA
GUADELOUPE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

L'année 2020 a été très particulière, pour notre archipel, pour les services publics et pour la DEAL aussi.

Dans ce contexte difficile, en Guadeloupe comme à Saint-Martin, les agents de la DEAL sont restés mobilisés, motivés et ont su, individuellement et collectivement, adapter leur organisation pour assurer la continuité des missions sur lesquelles nous sommes attendus.

Ce rapport d'activité ne vise pas l'exhaustivité. Il illustre la diversité et la complexité des actions menées collectivement dans les domaines de l'environnement, des risques, de l'habitat, de l'aménagement du territoire, de la sécurité routière, de la gestion de crise..., au bénéfice des citoyens, des professionnels et des acteurs institutionnels avec l'objectif permanent de participer activement au développement durable du territoire.

Il témoigne de tout le travail accompli dans ce contexte si particulier.

Je tiens ici à remercier tous les agents de la DEAL car c'est à eux que l'on doit en premier lieu d'avoir maintenu l'activité, affermi le cap et ces beaux résultats en 2020 !

Jean-François BOYER
DIRECTEUR

SOMMAIRE

- I** TRANSPORTS, MOBILITÉS, ÉDUCATION ET SÉCURITÉ ROUTIÈRES
- 6** RESSOURCES NATURELLES
- II** HABITAT ET BÂTIMENT DURABLES
- I4** MISSION RÉNOVATION URBAINE
- I6** RISQUES ÉNERGIE DÉCHETS
- 20** PROSPECTIVE, AMÉNAGEMENT ET CONNAISSANCE DU TERRITOIRE
- 24** MISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
- 28** CAR-SPAW
- 32** UT DE SAINT-MARTIN

Transports, Mobilités, Éducation et Sécurité Routières



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Passages à l'examen pratique B



10793 en 2020, contre 13585 en 2019 et 14061 en 2018, soit un recul de **23% en 2 ans**.

Ce recul s'explique par la crise sanitaire de 2020 qui a vu l'arrêt complet des examens du permis de conduire du lundi 16 mars au vendredi 5 juin 2020.

Taux moyen de réussite de 36,06% en première présentation. Bien qu'en hausse de 4 points par rapport à 2019, la Guadeloupe est loin du taux moyen de réussite de l'Hexagone en première présentation qui est de 61,23%.

Seuls les 476 **candidats ayant suivi la filière de la conduite accompagnée** ont dépassé la barre des 50% avec un **taux de réussite de 52,80%**.

51

tués sur la route en 2020, soit 4 de plus qu'en 2019. Plus des deux tiers sont des usagers vulnérables : les piétons, les cyclistes, les deux-roues motorisés.

Sécurité Routière en 2020

5 grandes opérations de sécurité routière

(Opération **Sauvons les cyclistes**, **Simulation d'un accident** de 2RM avec secours d'urgence, **2 journées de sensibilisation**, Opération **CARTON JAUNE**, 2 actions médiatisées sur le thème **VOIR ET ETRE VU**)



71 actions en 2020

(Plusieurs **actions en milieu scolaire**, 11 actions pour une centaine de jeunes sur un **parcours d'insertion avec les missions locales**, 2 actions par semaine de **distribution de gilets et accessoires de visibilité** et des interventions **en entreprises**)



10 campagnes de communication

dont 2 campagnes choc et 1 campagne artistique de Ti Kristof en 4 œuvres.



Campagne choc avec un camion transportant des fauteuils sillonnant la Guadeloupe avec un arrêt particulier à Millenis et Destrelland.



Campagne mobile d'exposition d'une scène d'accidents pendant deux mois sur toute la Guadeloupe.



Appel à Projet 2020 : la saga Ti Kristof en 4 actes.

Le réseau des bénévoles de la sécurité routière

53 intervenants départementaux de la sécurité routière (IDSR), **4** chargés de mission sécurité routière (CMSR), **1** Monsieur Vélo et **1** chargé de mission deux-roues motorisés.

Contrôle des transports

Chiffres clés

97 opérations de contrôle

272 véhicules contrôlés sur route dont **57** véhicules en infraction

101 infractions

45 procès-verbaux

1 avis technique

1 proposition d'ordonnance pénale

Faits Marquants

→ L'année est marquée par un **arrêt de l'activité contrôle pendant 5 mois** sur décision ministérielle (COVID) et une **reprise progressive à partir du mois de juillet**.

→ La reprise des contrôle était **conditionnée par le respect d'un protocole sanitaire spécifique** et imposait un renforcement de la sécurité des contrôleurs.

→ L'accent a été mis sur le **contrôle des quais de chargements des marchandises et de la conformité des équipements de sécurité** dans les bus de transport en commun et transports d'enfants afin d'accompagner les autorités organisatrices de la mobilité dans l'organisation des dessertes sur leur périmètre.

Chiffres-clés

**851 entreprises
au registre**

dont **521** en transport routier de marchandises,
310 en transport routier de voyageurs et
20 en activité de commissionnaire de transport.

**31 entreprises
radiées
au registre courant
2020**

dont **6** en transport de marchandises et
25 en transport de voyageurs

**42 entreprises
inscrites au
registre courant 2020**

dont **29** en transport de marchandises,
10 en transport de voyageurs et
3 en commissionnaire.

Faits Marquants

→ Le **déploiement d'une plateforme de démarches simplifiées** pour l'organisation d'un accueil distancié des transporteurs.

→ **L'application au niveau local de mesures gouvernementales d'accompagnement des entreprises en difficultés financières** (*allongement des délais en matière de capacité financière*).

Attestations de capacité professionnelle / Contrôle des centres de formation

Chiffres-clés

99 diplômes d'attestation délivrés en 2020 dont :

↳ **52** en transport lourd dont **35** par la voie de l'examen annuel, **3** par la voie de la validation des acquis professionnels, et **14** par la voie de l'équivalence de diplôme.

↳ **4** diplômes de commissaire de transport délivrés par la voie de l'équivalence de diplôme.

↳ **43** diplômes en transport léger délivrés dont **35** par la voie de l'examen organisé en organismes agréés, **5** par la voie de la validation des acquis professionnels et **3** par la voie de l'équivalence de diplôme.

Organisation de l'examen national de capacité professionnelle:

134 inscrits, 103 présents, 35 admis en 2020 (+ 12 admis par rapport à 2019).

Agrément des organismes de formation

Délivrance d'agrément :

→ 1 agrément (FIMO/ FCO) délivré

→ 1 agrément renouvelé.

Contrôle des agréments :

→ 1 contrôle non inopiné de centre agréé

→ 3 contrôles des conditions de déroulement des examens de capacité professionnelle et participation au jury d'examen

Faits Marquants

L'année a été marquée par la **mise en place de la gestion dématérialisée des demandes d'inscriptions à l'examen national de capacité professionnelle** et **l'application du protocole sanitaire pour l'accueil des candidats** à l'examen. Le contexte sanitaire a imposé une **organisation logisitique très lourde** (dotations en EPI, locations de salles adaptées, signalétique de distanciation ..)

Économie et expertise des mobilités

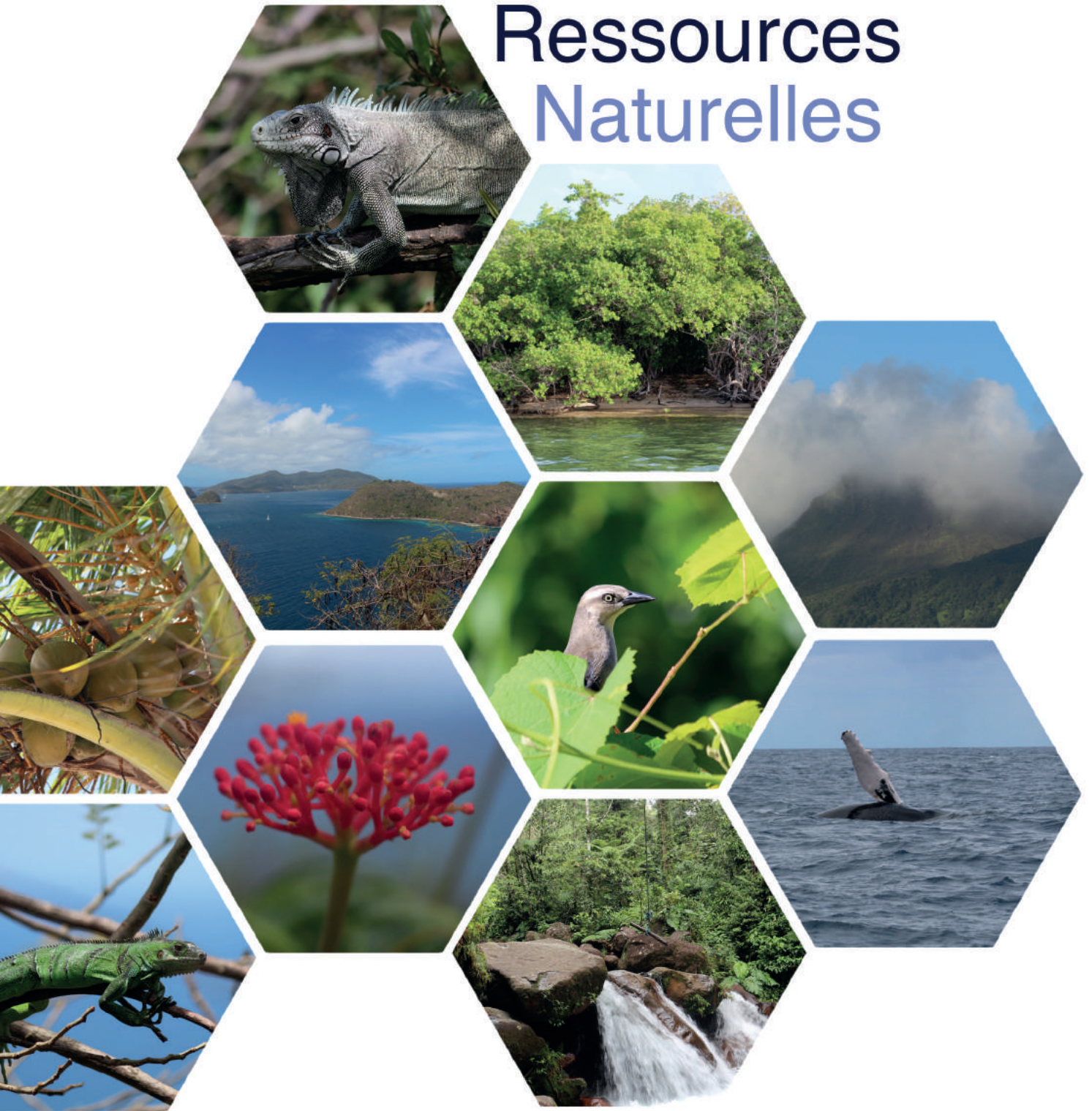
Les axes d'action

- Mettre en place un environnement pratique plus favorable à la pratique des modes actifs
- Instaurer un environnement plus favorable au report modal
- Optimiser l'usage des modes motorisés
- Rationaliser les temps de déplacements
- Mettre en place une démarche pérenne

Faits marquants

- Le journal de l'observatoire des transports n°13 publié par l'observatoire régional des transports,
- L'étude sur le coût de revient du transport de voyageur est sortie et a été présentée à l'ensemble des acteurs du secteur
- Le suivi de la réalisation du Plan de Déplacement Urbain de la CANGT
- Une conférence débat sur les transports collectifs et les mobilités actives et innovantes organisée dans le cadre de la Semaine européenne de la mobilité,
- Présentation du réseau Karulis (service de transport collectif) et de sa nouvelle application par le Syndicat mixte des transports (SMT)
- Lancement du plan de déplacement inter-administration (Pdia) mi-Novembre.

Ressources Naturelles



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Biodiversité

Connaître



→ **20 000 données supplémentaires** aux 63 000 du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (karunati.fr). La Guadeloupe est en tête des outre-mer derrière St Martin concernant le nombre d'observations continentales par km² (soit 150/km²)

→ Saisie de l'ensemble des **68 ZNIEFF** sur le site du MNHN dont 32 avec SIG diffusées (6 300 ha sur terre et 180 ha en mer)

→ Etudes sur les Myrtacées avec inventaire terrain par le spécialiste mondial, les raies et requins, les phasmes, les lucioles, le patrimoine géologique (dont marin) et suivi temporel des oiseaux communs.

→ Financement et organisation des ateliers pour la première liste rouge complète de la faune et cartographie des habitats



Conserver

2 Plans Nationaux d'Action

- Accompagnement de la nouvelle équipe d'animation et finalisation des outils de suivi
- Financement de la restauration de la Pointe Colibri (Désirade) pour l'Iguane des Petites Antilles
- Pilotage du PNA Tortues Marines et financement d'une opération de lutte contre la mangouste

Gestion et lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE)

- Adoption de la Stratégie Régionale
- Arrêté du 7 juillet 2020 sur la faune interdite de territoire (liste II)
- Co-financement et participation aux ateliers Outre-Mer UICN à la Martinique



Gérer

→ Renouvellement des comités consultatifs des réserves naturelles nationales et contribution au fonctionnement de la commission relative aux activités commerciales de la réserve de Petite Terre

→ Grive à pieds jaunes et pigeon à couronne blanche devenus non chassables mettant fin à 6 ans de contentieux

→ **75 permis CITES** instruits (dont 49 pour l'import, surtout de la petite maroquinerie)

Accompagner

→ Contribution à la préfiguration de l'Agence Régionale de la Biodiversité des Iles de Guadeloupe aux côtés de la Région et de l'OFB

→ Co-financement du projet « Territoires Engagés pour la Nature » du Gosier

→ Formation des agents de la cellule hydrométrie à la reconnaissance des EEE en rivières

Intégrer les enjeux

- **130 avis** sur des projets d'aménagements (AOT, cas par cas, autorisation environnementales)
- Premier avis favorable du Conseil National de la Patrimoine Naturel sur une demande de dérogation espèces protégées (DEP) pour un aménagement
- Elaboration et mise à disposition de recommandations sur le contenu du dossier de DEP
- Contribution au Guide sur le bruit marin
- Elaboration du guide d'aide à la reconnaissance de la flore interdite de territoire

Mais aussi...

1 211 000 € engagés pour la biodiversité (**547 000 €** pour les 3 réserves, **216 000 €** pour la connaissance et **55 000 €** supplémentaires obtenus dans l'année pour les PNA)

2 séances du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel

Faits Marquants

Actions de la DEAL suite à la découverte de l'espèce invasive *Miconia calvescens* dans le Sud de la Basse-Terre par un agent du Parc national de Guadeloupe.

Malgré les conditions difficiles liées à la crise sanitaire, des mesures ont été rapidement mises en place afin d'éradiquer au plus vite cette espèce à très fort potentiel invasif et notamment l'empêcher de fructifier et d'alimenter le stock de graines contenu dans le sol dont la durée de vie est estimée à 15 ans.

Près de 4 000 pieds de *Miconia calvescens* répartis sur environ 35 ha, qui ont été abattus, dessouchés, tronçonnés et brûlés sur place

Eau

Élaboration du SDAGE 2022-2027



En 2020, a eu lieu la première phase d'élaboration du SDAGE 2022-2027 Guadeloupe-Saint-Martin (consultation publique, ateliers et groupes de travail...).

Les projets de SDAGE et du programme de mesures associé ont été adoptés par le comité de l'eau et de la biodiversité (CEB) en séance plénière du 29 septembre 2020.

Suivi hydrométrique, restrictions d'eau et travaux d'entretien sur les cours d'eau

→ Le réseau de suivi est composé de **17 stations hydrométrique** réparties sur le territoire.

→ En 2020, il y a eu **31 bulletins hydrologiques** et **16 points de situations** de la cellule de veille du suivi sécheresse.

→ **3 arrêtés de restrictions** en matière d'usage de l'eau ont été établis en avril, mai et juin 2020 suite au dépassement des seuils d'alerte sur des stations hydrométriques.

Programme d'entretien du DPF en 2020 en chiffre

Tous les cours d'eau en Guadeloupe font partie du Domaine Public Fluvial (DPF) dont la DEAL est responsable de l'entretien.

8 tronçons de
cours d'eau
en Basse-Terre

80
embâcles retirés

12 000
mètres linéaires

194 000
euros TTC de
budget d'entretien
des cours d'eau

Qualité des eaux dans les marinas de la Guadeloupe

Une action de contrôle de la qualité des eaux a été menée dans les ports de plaisance de Rivière-Sens à Gourbeyre, Bas-du-Fort à Gosier, et Saint-François.

Les résultats obtenus ont confirmé pour les 3 marinas l'existence d'une pollution bactériologique majoritairement due à des rejets d'eaux usées non traitées.



Activité police des milieux aquatiques

19 contrôles réalisés en 2020

58 % des contrôles étaient non conformes et ont donné lieu à 6 rapports de manquement administratif et 4 arrêtés de mise en demeure.

6 dossiers de déclaration reçus et instruits en 2020.

Faits marquants



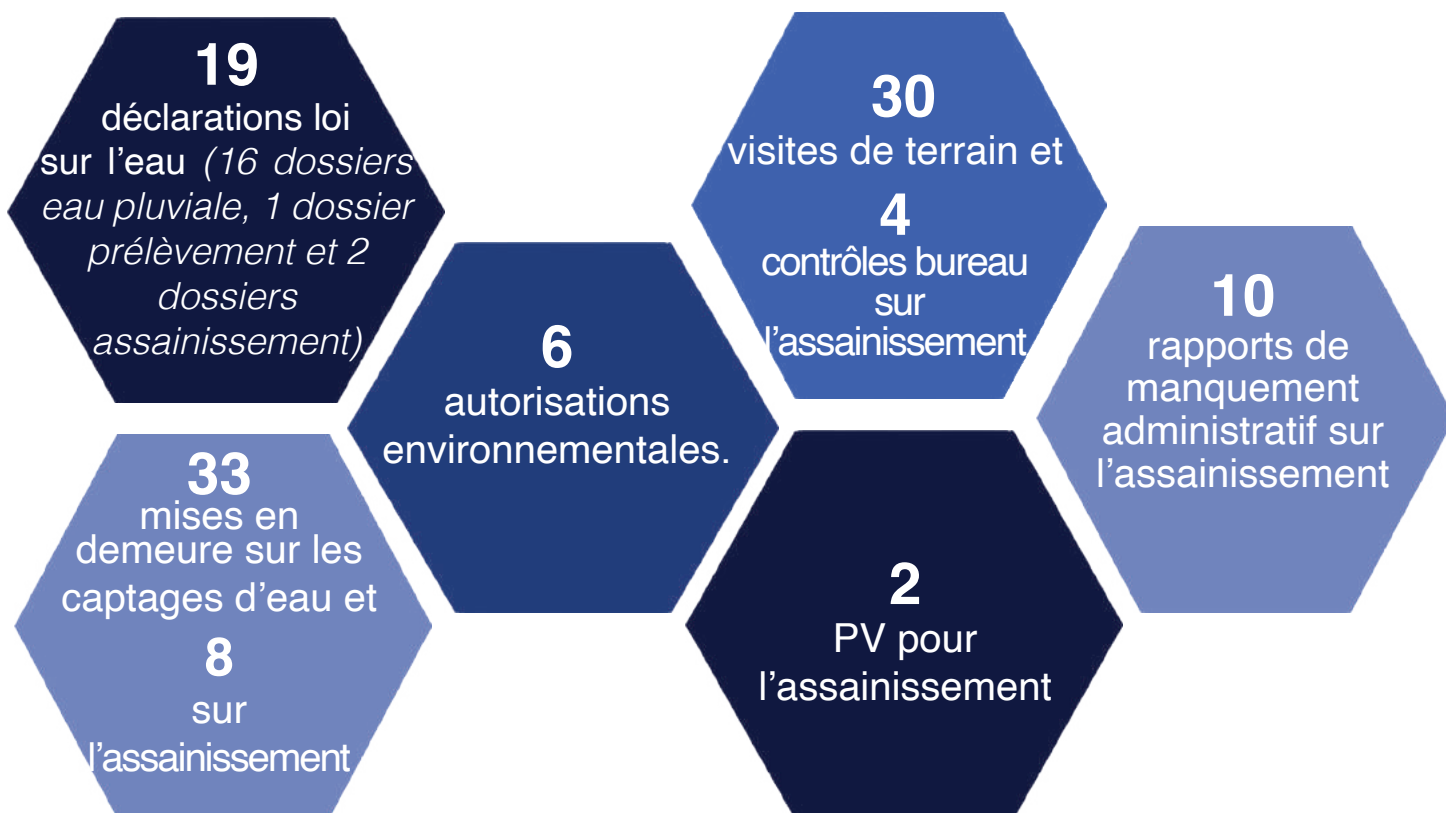
Examen du dossier d'aménagement du lotissement de Bois Rada dans le lit majeur de la ravine Grand Boucan à Sainte-Rose.

Le dossier est en cours d'évaluation par la DEAL afin de proposer des solutions aux occupants impactés par la forte crue de 10 novembre 2020.

Activité police de l'eau prélèvements et assainissement .

Au titre de l'année 2020, ont été reçus et instruits de nombreux dossiers sensibles liés à l'évacuation des eaux pluviales et l'assainissement dans les projets de construction d'habitation, source de nombreux échanges avec les bureaux d'études en amont.

Chiffres-clés



Habitat et Bâtiment Durables



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Offrir à une population vulnérable un habitat digne et décent

Construire, réhabiliter et conforter les logements pour un habitat guadeloupéen digne et décent

Le site de Dugazon, actuellement propriété de l'État, a été retenu pour accueillir un projet d'aménagement visant à répondre à un besoin prégnant et urgent en faveur de l'accompagnement des jeunes, à savoir :

- le déplacement du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) à Pointe-à-Pitre,
- la création d'un pôle dédié à l'hébergement autonome (FJT) de **35 places**,
- la construction d'un programme de logements dont une partie à loyers très modérés qui viendra compléter le parcours résidentiel ainsi constitué, d
- des aménagements extérieurs dédiés aux résidents.

Il s'agit en effet d'offrir aux personnes les plus vulnérables une solution d'urgence dans un premier temps suivie d'un accompagnement personnalisé dans une approche inclusive de la réinsertion sociale et professionnelle.

Le programme de construction et d'aménagement porté par SIKOA a été retenu suite à un appel à projet organisé par les services de l'État fin 2019 et devrait voir le jour fin 2024.

Sa réalisation, pour un coût supérieur à **9M d'euros**, fait appel à de multiples financeurs dont l'État, le Conseil Régional, le Conseil département, la CAF, Action Logement, la Caisse des Dépôts et Consignations.

La totalité du programme est consacrée au logement social et très social, ce qui permet d'appliquer le dispositif dit LODEOM¹ et de bénéficier d'une décote de 100 % de la valeur vénale du terrain.



Avant et après rénovation d'un bâtiment à Point-à-Pitre



496 logements neufs livrés ce qui représente **21,6 Millions** de financement Etat et **1,9 millions** d'aide à l'amélioration de l'habitat

apporté par nos différents partenaires (Conseil Départemental, Communes, CAF, Conseil Régional). :

622 logements en amélioration pour le parc social,

224 logements en amélioration de l'habitat privé,

Le programme de confortement parasismique des logements locatifs sociaux s'est poursuivi en 2020 par l'achèvement de travaux pour un montant de **861 379 €**.

120 contrôles des travaux d'amélioration de l'habitat réalisés.

Contrôler le respect des règles de construction pour des bâtiments plus sûrs

Maisons individuelles et bâtiments d'habitation collectif

→ **20 contrôles** réalisés en 2020

→ Participation à des groupes de travail sur les évolutions de la réglementation dont :

↳ le guide des règles parasismiques simplifiés

↳ le projet de réglementation paracyclonique

↳ la préparation du concours de maquette avec les écoles

↳ la campagne de sensibilisation sur l'importance de la qualité de construction



Garantir l'accessibilité des établissements recevant du public

→ **14 sous-commissions départementales** d'accessibilité organisées (soit un peu moins de 200 dossiers instruits)

→ Mise en place de formation des ambassadeurs de l'accessibilité pour le compte des collectivités

Soutien à la politique immobilière de l'État : Garantir des bâtiments sains, sécurisés et confortables

→ Installation de panneaux photovoltaïques notamment sur les sites de la DEAL et de la DRFIP

→ Poursuite de l'agenda d'accessibilité programmé de l'État en Guadeloupe : mise en œuvre de la 3ème phase

→ Projet Fouillole ou la construction d'un bâtiment pour la direction de la mer, la douane et la gendarmerie maritime, avec un accès mer.



Bâtiment des Douanes Bougaivilliers (livré en 2019 - MO).

Mission

Rénovation Urbaine



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Renovation urbaine

L'année 2020 était celle de la **fin des projets de rénovation urbaine de première génération**, sur Pointe-à-Pitre et Les Abymes.

Toutes les opérations n'ont pu aboutir, et l'ANRU a validé le report des échéances du 31 décembre 2020 au 30 juin 2021.

Faits marquants

- Le désamiantage de la cité Chanzy et des immeubles de Capitaines 1 s'est achevé.
- Le lancement des travaux de liaison entre le quartier de Raizet et la RN5.

La communauté d'agglomération CAP EXCELLENCE a poursuivi la définition de son projet de rénovation urbaine : l'élaboration du Plan Local de l'Habitat et la mise en place de la Conférence Intercommunal du Logement.

Le futur projet a été présenté aux partenaires nationaux de l'ANRU au 2ème semestre 2020 puis au 1er semestre 2021.



La redynamisation des centres villes et centre bourg est par ailleurs un axe fort du plan de relance mis en place par le gouvernement, en particulier via le programme Action Cœur de Ville. Les trois lauréats du territoire (Basse Terre, Abymes et Pointe-à-Pitre) ont poursuivi en 2020 l'élaboration de leur projet, qui a permis d'aboutir à une signature des conventions opérationnelles au 1er trimestre 2021.

Résorption de l'habitat indigne

Accompagnement des collectivités dans la lutte contre l'habitat indigne, notamment par l'offre de prêts sociaux location-accession (PSLA) pour les programmes de Champs grillé au Moule et de St Jean à Petit Bourg permettant le relogement des familles situées dans des zones RHI.

Poursuite du traitement des arrêtés échus et des signalements en matière de lutte contre l'habitat indigne.

Risques Énergie Déchets



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Contrôle technique des véhicules et accompagnement au développement des énergies renouvelables

Accompagner le développement des énergies renouvelables



Transition du charbon vers la biomasse de la 1ère tranche de 34 MW de la centrale thermique du Moule en novembre 2020.

Adoption du **Schéma Régional Biomasse** (SRB) par le préfet le 14 décembre 2020.

18 lauréats de l'appel d'offres photovoltaïque désignés sur notre territoire pour une puissance cumulée de 25 MW environ.

Signature de la **convention relative à l'énergie** entre l'Etat et la collectivité de Saint-Barthélemy en septembre 2020.

← Installations de déchargement et dôme de stockage de pellets de bois.
(Grand Port Maritime de Guadeloupe)

Quelques chiffres

ACTIVITÉS RÉGALIENNES

235 réceptions à titre isolé de véhicules réalisées.

11 certificats d'agrément de transport matières dangereuses ADR délivrés.

10 visites d'installation de centres de contrôle technique réalisées.

32 visites de supervision de contrôleur en centre de contrôle techniques réalisées.

QUALITÉ DE L'AIR ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

227k€ attribués à l'Association agréée de surveillance de la qualité de l'air GWAD'AIR.

Plus de 2M€ versés à 17 collectivités reconnues "Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte" (**TEPCV**).

Implication dans la gestion de la crise COVID 19

Coordination de la sécurité d'approvisionnement en hydrocarbures, en gaz et en électricité de l'archipel de Guadeloupe, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Prévention des risques technologiques et contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Inspecter

Outre l'instruction des dossiers de demande d'autorisation, d'enregistrement et de déclaration, **110** inspections ont été menées concernant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en 2020.

Parmi elles, **10 inspections** ont été réalisées dans des entreprises suspectées d'importations illicites de fluides frigorigènes qui ont donné lieu à **3 mises en demeure** pour importations illicites ou détention d'équipements non-conformes.

Regularisation des plans d'épandage :

Plusieurs établissements épandent leurs effluents sans suivi particulier des matières épandues et des surfaces réceptrices, voire sans autorisation. L'impact sur les sols ou sur l'eau peut être non négligeable. 3 inspections ont été réalisées sur cette thématique. Elles ont donné lieu à la signature d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative.

3 actions régionales à fort enjeu ont réalisées :

Visites de sites de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) illicites :

18 plaintes ont été traitées par l'inspection en 2020. 38 inspections ont eu lieu sur site donnant lieu à la signature de 8 arrêtés préfectoraux de mise en demeure et 5 arrêtés de consignation de somme.

Visites de carrières et d'affouillements illicites :

Au regard du risque engendré par cette thématique (mouvement de terrain) et du nombre important d'affouillements illicites, les actions d'identification et de mise en conformité des affouillements illicites ont été poursuivies au cours de l'année 2020 avec la réalisation de 9 inspections donnant lieu à la signature de 3 arrêtés préfectoraux de mise en demeure et 1 arrêté de consignation de somme.

Autres actions fortes 2020 :

Dans le cadre du premier confinement lié à la crise sanitaire du COVID-19 (mars/mai 2020), l'inspection s'est fortement mobilisée pour assurer une surveillance périodique des installations sensibles du territoire :

→ **4 établissements SEVESO seuil haut et seuil bas** (maintient de la sécurité des sites, continuité de service notamment pour l'approvisionnement énergétique,...),

→ **10 installations de traitement des déchets** (continuité de service, problématique des déchets d'activité de soin à risque infectieux, ...)

→ Des points périodiques (hebdomadaires voire bi-hebdomadaires au plus fort de la crise) ont été faits avec les établissements concernés.

Autres événements marquants de 2020



← **29 août 2020**

Incendie sur un dépôt sauvage d'environ 500 VHU
(Belle-Plaine, Le Gosier).

11 novembre 2020 →

Fuite sur la tuyauterie enterrée de carburant sans-plomb reliant
l'apportement des bateaux pétroliers aux installations de la SARA
(Jarry, Baie-Mahault)



Prévention et protection contre les risques naturels

Quelques chiffres sur le Plan Séisme Antilles (PSA)

- Convention Etat/SDIS pour la reconstruction de **6 SDIS** pour un montant de **3,5 M€** correspondant à une zone de 141 500 personnes à protéger
- Lancement de **7 diagnostics parasismiques** pour les écoles
- Fin 2020, **31% des élèves**, soit **27 000**, sont mis en sécurité (*écoles, collèges, lycées*)
- Lancement de la prise en charge par le fond de prévention des risques naturels majeurs, accolé au plan de relance, de la reconstruction du centre opérationnel départemental (COD) de la préfecture de Basse-Terre et de la sous-préfecture à Pointe à Pitre.

Avancement de la révision des plans de prévention des risques :

2020 a vu le lancement de la dernière étude de mise à jours des aléas (submersion marine) en vue de la révision des PPRN de l'ensemble des communes de l'archipel de Guadeloupe.

Événement marquant de 2020



Suite à de fortes pluies en novembre 2020, un important mouvement de terrain (plusieurs centaines de m³) a eu lieu sur la commune de Petit Bourg, dans le secteur de Bel Air.

L'ensemble de la falaise, d'une hauteur de 15 m, a été affecté par ce glissement de terrain sur près de 20 m de large et quelques mètres de profondeur.

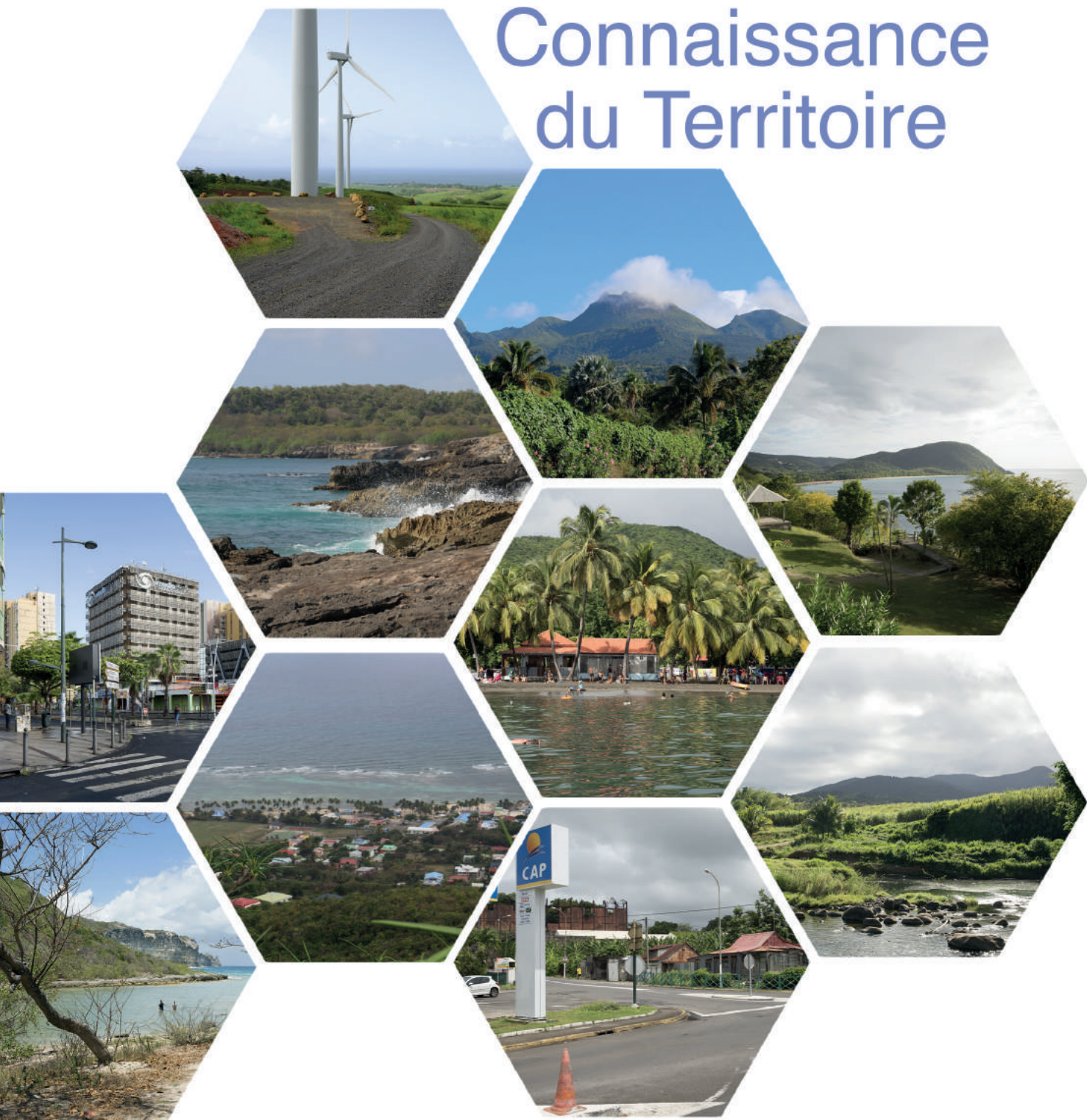
Fort heureusement, **aucune victime n'est à déplorer**

Cet événement a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle le 23 novembre 2020. Un arrêté de péril imminent et d'interdiction d'habiter a été pris par le maire et affiché aussitôt sur le bâti concerné.

Une enquête a permis d'identifier la présence de 6 familles (20 personnes dont 12 enfants en bas âge) sur les lieux, qui ont fait l'objet d'un relogement d'urgence par la commune (financé par le fond FARU) avant d'être relogées en parc social.

La maison a été vidée de son mobilier et murée en janvier 2021.

Prospective Aménagement et Connaissance du Territoire



RAPPORT D'ACTIVITÉ

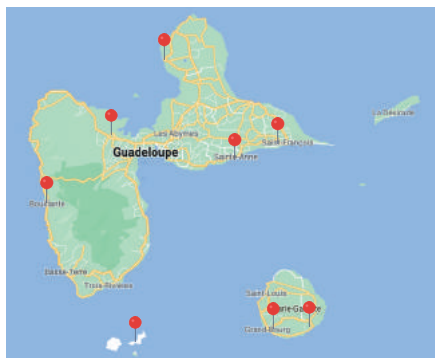
DEAL | 2020

Aménagement et Gestion des Territoires

Urbanisme et prospective territoriale

- Lancement de la réflexion sur le Guide pour la rédaction du cahier des charges pour l'élaboration d'un Plan Local d'urbanisme.
- Projet de création d'un club « Planifions la Guadeloupe de demain ».

Situation en 2020



- **2 schémas de cohérence territoriale** (SCOT)
- **24 communes** disposent d'un **plan local d'urbanisme** (PLU) approuvé
- **4 PLU en révision** (*Baie-Mahault, Le Moule, Les Abymes, Trois-Rivières*).
- **8 communes** soumis au **Règlement National de l'urbanisme** (RNU) : *Bouillante, Capesterre-de-Marie-Galante, Grand-Bourg de Marie-Galante, le Lamentin, Saint-François, Saint-Louis, Sainte-Anne, Terre-de-Haut* (cf carte)
- **2 PAC** (Porté à Connaissance de l'État).

Paysages et sites

- Appui à la collectivité de Saint François pour la relance de l'Opération grand site de la Pointe des Châteaux et la définition des travaux d'urgence du site.
- Mise en récit des séries photographiques de l'observatoire des paysages : contributions des écrivaines Simone Schwarz-Bart et Estelle-Sarah Bulle
- Accompagnement de 3 plans de paysage
- Contribution à l'émergence au sein de la DEAL de la prise en compte d'une approche transversale des enjeux paysagers et écologiques au sein des projets d'énergie renouvelable



Appui Opérationnel aux Collectivités

Dans le cadre de cette mission, les services de la DEAL encouragent et facilitent l'émergence et la réalisation de projets de développement.

En 2020, la DEAL a notamment accompagné les collectivités dans la mise en œuvre de leurs projets :

- Réponses aux appels à projets et appels à manifestation d'intérêt (AMI) nationaux : économie circulaire, éco-quartier...

- Appui aux 3 villes impliquées dans le programme « Action Coeur de Ville »
- Conseils en aménagement durable



Gestion de l'Espace Littoral

- **29 demandes d'AOT** (*Titres individuels*) sur le domaine public maritime (DPM) naturel.
- **3 demandes de titres collectifs** (*1 concession, 2 zones de mouillage et d'équipements légers*) sur le DPM naturel .
- **25 mises en demeure et PV de contravention de grande voirie** dressés pour des occupations sans titre du DPM naturel.



Fait Marquant

- Lancement de la rédaction du document de synthèse de la stratégie de gestion du DPM en collaboration avec la Direction de la Mer.

Affaires Juridiques et Urbanisme

Expertise juridique

Avec l'appui de l'unité affaires juridiques, la DEAL assure une mission de conseil et de sécurisation juridique, défend les contentieux devant le tribunal administratif sur l'ensemble des activités des services et intervient, au titre du conseil, en amont pour assurer la sécurité juridique des actes.

→ **Une quarantaine d'avis**, notes de cadrage et expertises juridiques dans tous les champs de droit relevant de la compétence de la DEAL ont été réalisés en 2020.

→ Participation à **12 réunions** de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et **2 réunions** de la Commission départementale Nature, Paysage et sites (CDNPS).

Police de l'urbanisme

En 2020, des contrôles ont été diligentés dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement, de la grande voirie et de la publicité ont donné lieu à de nombreux procès-verbaux.

Application du droit des sols

Poursuite en 2020 de l'instruction d'environ **1353 dossiers d'autorisation d'urbanisme** pour les communes soumises au RNU.

Montants liquidés 2020 :

6 236 838 € de taxe d'aménagement (TA)

Contexte 2020

La démarche d'élaboration d'un plan de convergence des Systèmes d'Information (PCSI) de la DEAL Guadeloupe a été poursuivie. Après une phase de diagnostic en 2019, la seconde phase de l'audit du Service du numérique (SNUM), en janvier 2020, a eu pour objectif de définir les orientations stratégiques du PCSI.

La DEAL assure la valorisation et la capitalisation des études et de la connaissance territoriale, ainsi que le pilotage de la stratégie SIG (système d'information géographique) ,

→ Administration du patrimoine de données de la DEAL : en partenariat avec les services, recensement des data métiers essentielles, expertise et structuration du patrimoine(+ de 500 couches)

→ Déploiement d'outils innovants de valorisation des données sur les thématiques métiers (logement social, énergie, mobilités...).

→ Refondation de la rubrique intranet SIG

→ Développement de la culture de la donnée et animation de la connaissance

→ Administration du Géoportail de l'urbanisme : accompagnement des collectivités dans la mise en ligne de leurs DU et SUP : **29 créations de compte autorité compétente, 14 PLU** numérisés et publiés, **6 SUP** publiées



Mission Développement Durable Évaluation Environnementale



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Transition Écologique et Croissance Verte (TECV)

Soutien aux démarches territoriales pour mieux répondre aux défis liés à la transition écologique en lien avec l'impulsion donnée par l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) de l'« Agenda 2030 » sous forme de contribution aux ateliers et soutien financier et en expertise des projets en économie sociale et solidaire (ESS)).

Engagement fort auprès de 2 communautés d'agglomération (CANBT et CAGSC) dans la co-construction du premier Contrat de Transition Ecologique (CTE) sur le territoire signé en février 2020.



Contrat de
Transition
Écologique

Le CTE TEMMG le territoire entre mer et montagne de Guadeloupe, c'est :

**91.7 Millions € engagés pour
16 projets**

Mise en place du campus des métiers.

Le **Rectorat** a initié une démarche de pôle d'excellence qui offre une large gamme de formations professionnelles adaptées aux besoins du territoire. A ce titre il représente un levier incontournable pour anticiper et accompagner les mutations économiques et technologiques. Ce campus dédié à « l'Eco-Construction et des Territoires Energétiques d'un Territoire Intelligent et Durable » (E.C.T.E.T.I.D), répond ainsi aux contraintes écologiques locales à savoir, les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables.

Transition économique

→ **Action en faveur des nouvelles économies** (*verte, bleue, sociale et solidaire, circulaire, collaborative..*).

→ **Appui des acteurs locaux** (*associations, collectivités, acteurs de l'économie verte et circulaire...*) dans le montage et la gestion de leurs projets territoriaux de développement durable sous forme de :

- ↳ démarches innovantes : mise en œuvre expérimentale de la consigne en Guadeloupe avec la région,
- ↳ projets d'économie circulaire et village de l'économie circulaire,
- ↳ accompagnement des filières vertes.

Résultats

→ Étude sur le métabolisme des flux sur le territoire de Guadeloupe pilotée par le CEREMA en lien avec la DEAL.



→ Amélioration de la connaissance territoriale des gisements, étude en cours de publication, le **Diagnostic du système alimentaire (DiagAlim)**/lauréat d'un appel à projet du CGDD) et le séminaire virtuel de restitution du 6 juillet 2020

→ Mise en œuvre opérationnelle de la première démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) à l'échelle de la zone d'activité de Jarry, lauréat d'un appel à projet du CGDD :

↳ Réalisation du diagnostic en 3 phases avec des ateliers de prospective et d'actions et une démarche d'EIT via le prisme alimentaire.

↳ Un large partenariat : ADEME, Université des Antilles, Conseil départemental, INRAE, ARS, DAAF et DEAL.

Renforcement du partenariat associatif

- La poursuite de la professionnalisation des acteurs associatifs
- Des appels à projets tenant compte des enjeux du territoire.

Événement marquant de 2020

La convention cadre de partenariat a été signée, instaurant la mise en place du premier appel à projets « un éco projet pour ma Guadeloupe » piloté par le Conseil Régional en partenariat avec l'OFB, l'Office de l'Eau, l'ADEME, le Département et la DEAL .

L'objectif de cet AAP commun a permis de mettre l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (l'EEDD) au cœur des priorités de l'archipel Guadeloupéen pour contribuer à l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030.



Montant des subventions attribuées :

155 000 €

55 dossiers reçus pour 18 lauréats

Accompagnement des actions pédagogiques

Cet accompagnement favorise les changements de comportement à l'échelle du territoire et subventionnement des projets de la transition écologique :

→ **Participation du public** et démarches territoriales de développement durable : *Agendas 2030, contrat de transition écologique...*

→ **Education à l'environnement et au développement durable (EEDD)**: *actions au sein des écoles, teasers sur la gestion des déchets...*

→ **Mobilisation citoyenne et promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD)** : partenaire de l'opération «100 000 arbres pour la Guadeloupe » lancée en juin 2020...



Lauréat Mouv outre mer (Ministère des Outre-Mer et AFD) sur 2 projets :

↳ Optimisation projets de transition écologique, un modèle d'application « le jardin » ;

↳ Outil de bancarisation des données sur la politique publique alimentaire (également lauréat Fabrique Numérique).



Évaluation Environnementale

En 2020, le pôle évaluation environnementale a continué à assurer la rédaction des projets d'avis ou de décision pour le compte de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) ou pour le compte du préfet de région pour les décisions au « cas par cas ».

Chiffres-clés

28 dossiers traités en 2020 (diminution par rapport à 2019 dûe au contexte sanitaire)

22 procédures « cas par cas » ;

6 avis de l'Autorité environnementale.

78 % des dossiers concernaient des procédures « cas par cas » et **22 %** ont donné lieu à un avis de l'Autorité environnementale.

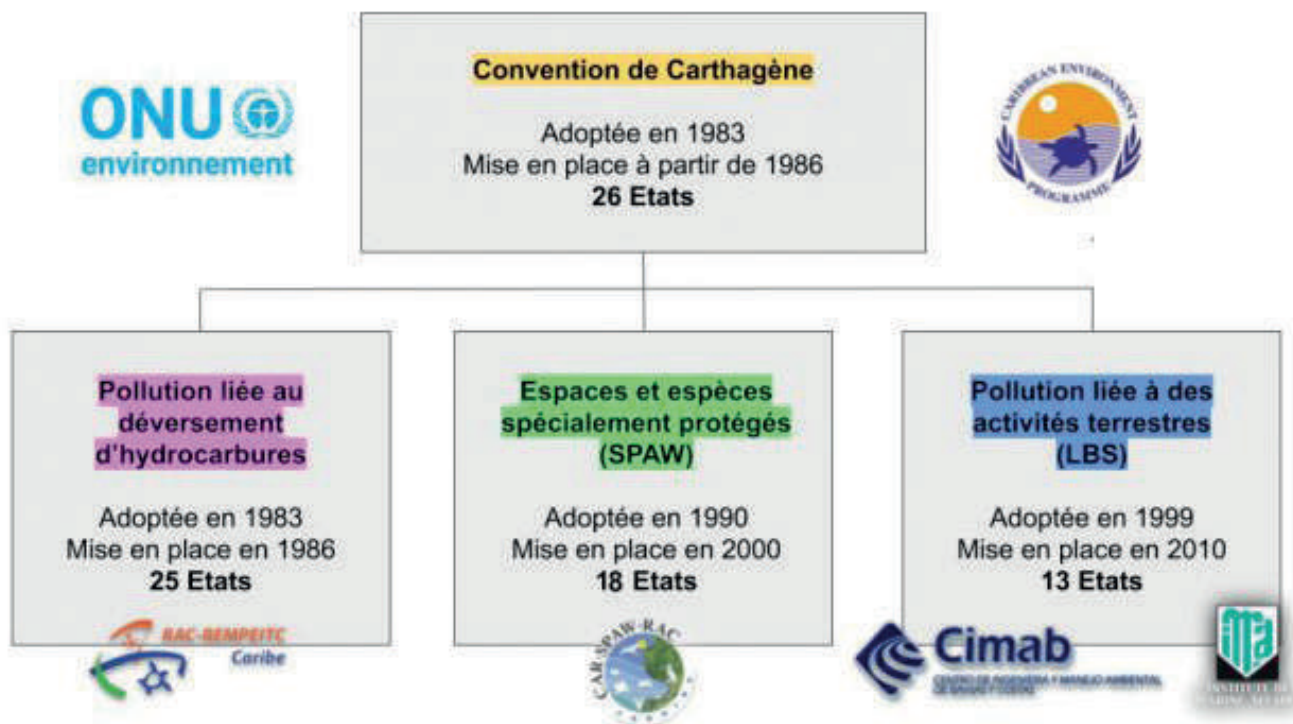
CAR-SPAW



RAPPORT D'ACTIVITÉ

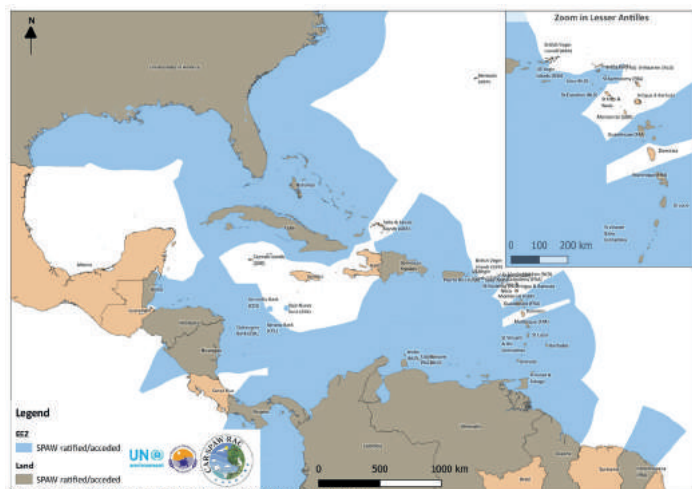
DEAL | 2020

La **Convention pour la Protection et la Mise en Valeur du Milieu Marin dans la Région des Caraïbes** a été adoptée en **1983** à Carthagène, en Colombie. Ratifiée par 25 pays, cette convention de mer régionale est déclinée en trois protocoles qui sont relatifs aux hydrocarbures, aux pollutions d'origine terrestre et à la biodiversité marine.



Ce dernier Protocole, en faveur des Aires Protégées et des Espèces Sauvages (dit « SPAW » pour « Specially Protected Areas and Wildlife »), est maintenant ratifié par 18 pays caribéens.

Le Centre d'Activité Régional (CAR) pour le Protocole SPAW est un centre technique créé par une convention entre la France et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement ; il a pour rôle d'aider les pays caribéens à mettre en œuvre leurs engagements en faveur de la biodiversité dans le cadre de projets de coopération.



États ayant ratifié le Protocole SPAW

Placé sous la tutelle du Ministère de la Transition Écologique qui finance son fonctionnement, il est hébergé par la DEAL. L'équipe du CAR-SPAW est composée de 3 agents titulaires, de 3 contractuels et de 2 volontaires services civiques.

Pour le compte des États de la Caraïbe, il anime 4 groupes de travail internationaux dédiés aux :

- Aires protégées,
- Espèces menacées,
- Dérégulations ,
- Sargasses.

2020 a vu la préparation d'échéances politiques majeures pour la Convention de Carthagène (Conférence des Parties et Comité Scientifique et Technique), et, dans ce cadre, le CAR a coordonné l'élaboration de plusieurs dizaines de documents officiels portant notamment sur :

La conservation et la gestion d'espèces menacées de poissons

(poissons perroquets, requins et raies, tortues marines, mérus...)



La bonne gestion d'aires protégées

(notamment Parc National de Cotubamana en République dominicaine), et l'animation de leur réseau.



Aux côtés de l'Office Français de la Biodiversité et d'autres partenaires régionaux, le CAR-SPAW tient un rôle majeur dans **le réseau CARI'MAM** qui rassemble plus de 200 partenaires de la Grande Région Caraïbe œuvrant à améliorer la connaissance et la préservation des mammifères marins.

Dans ce cadre, et afin de faire des recommandations aux États, il a :

→ coordonné l'**évaluation scientifique et technique** de la mise en œuvre du **Plan d'Action Caraïben en faveur des Mammifères Marins**,¹

→ supervisé l'**analyse juridique des dispositifs nationaux en faveur de protection des Mammifères Marins** et fait des propositions pour harmoniser l'encadrement de l'observation commerciale de ces espèces protégées au niveau de la Caraïbe.

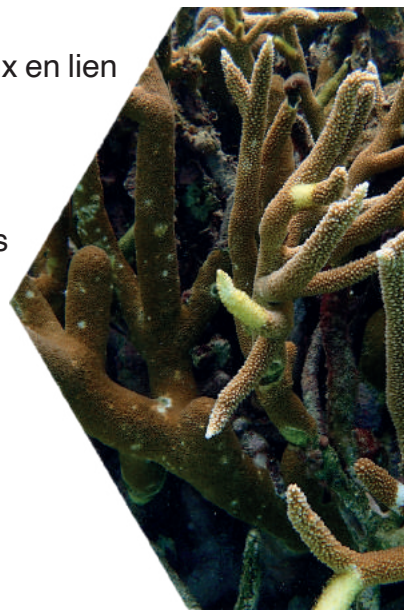
→ analysé la **place des Mammifères Marins** dans les plans de gestion d'aires protégées de la Grande Région Caraïbe.

Le CAR-SPAW est aussi un partenaire de premier ordre du réseau caribéen **CARIB-COAST** pour la prévention et la gestion de crise des risques littoraux en lien avec le changement climatique.

Dans ce cadre il a notamment :

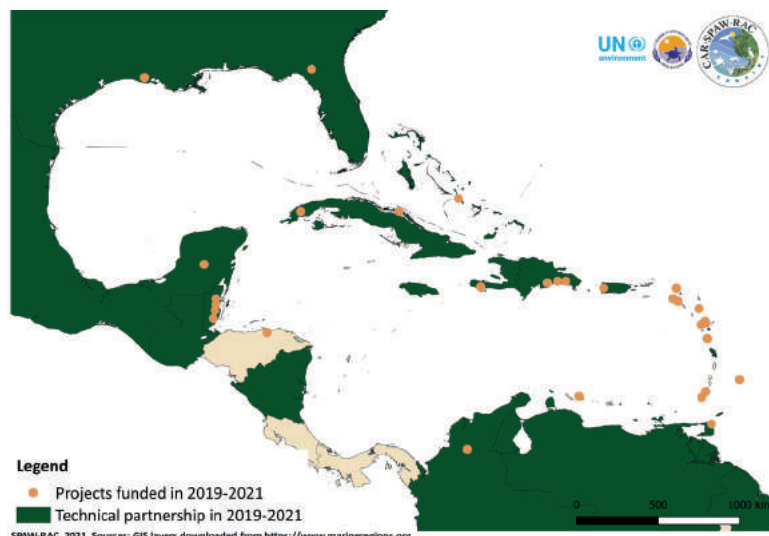
→ préparé **trois monographies sur les récifs coralliens** et les écosystèmes associés.

→ développé un **kit de communication autour des risques littoraux**, et initié l'élaboration de 16 vidéos de médiation scientifique



En 2020, au travers d'un appel à projets régional, inédit, le CAR-SPAW a, soutenu plus de 15 organisations dans toute la Caraïbe, pour leurs actions en faveur des récifs coralliens, et des espèces protégées par le Protocole SPAW (tortues marines, mammifères marins, poissons, oiseaux...).

Le CAR-SPAW a organisé et financé avec le Gouvernement des Pays-Bas, un comité de pilotage du nœud Caraïbéen du Réseau Mondial de Surveillance des Récifs Coralliens qui avait entre autres objectifs, de préparer le volet régional du rapport mondial 2012-2020 sur l'état de ces écosystèmes.

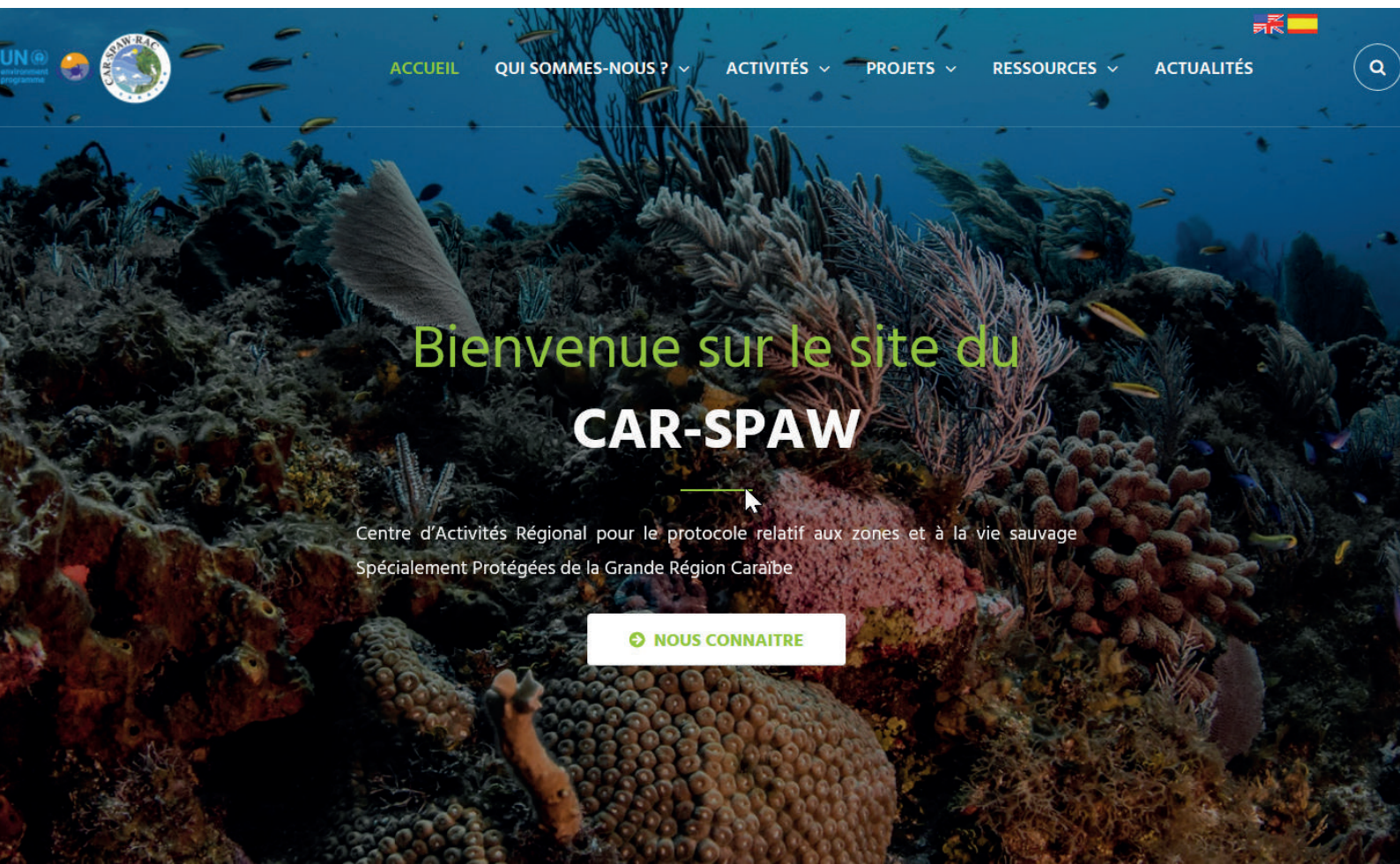


Projets soutenus et partenariats 2020-2021

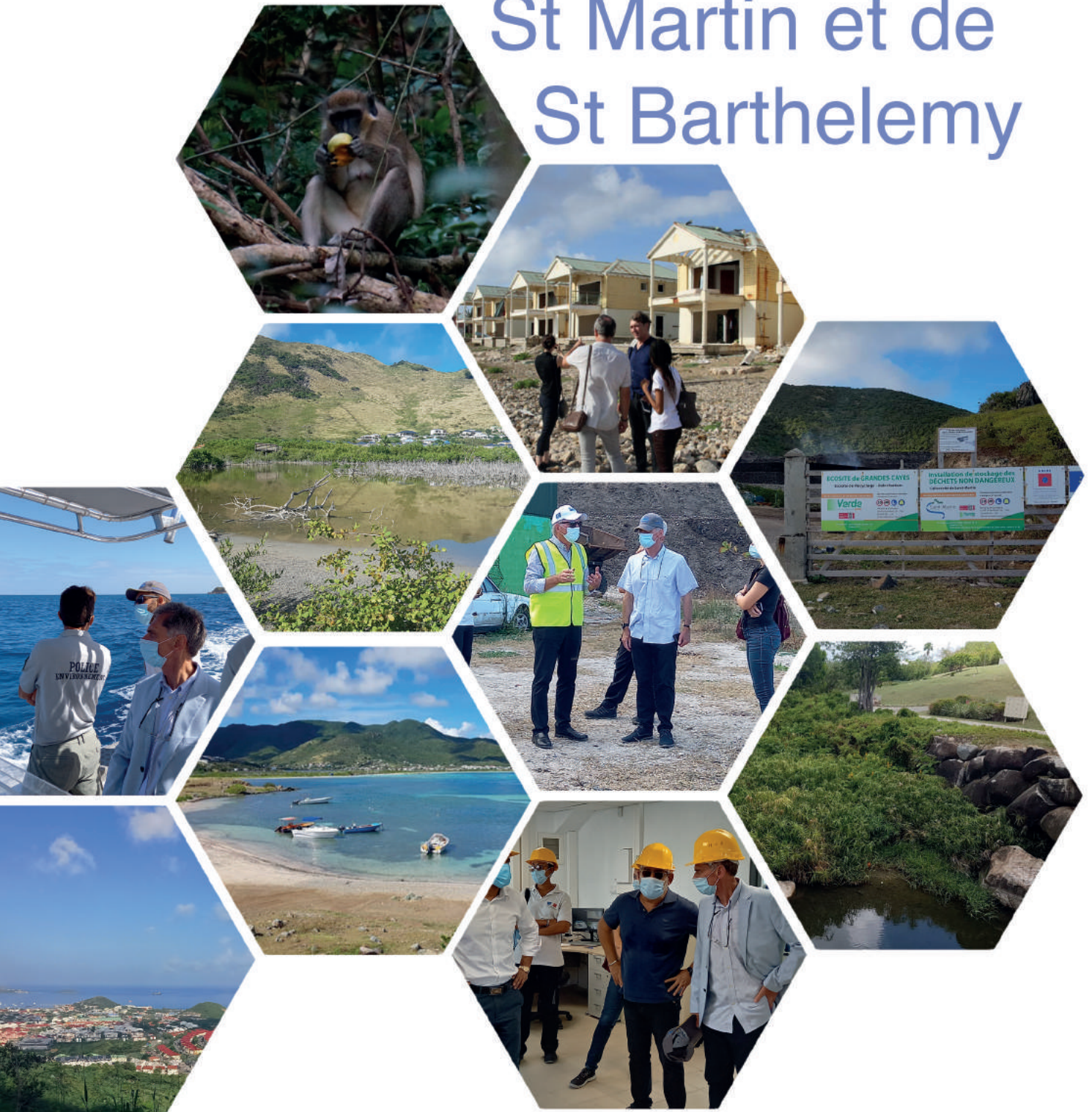


Le CAR-SPAW a œuvré pour mettre en contact les territoires caribéens dans le cadre de la gestion de la maladie émergente qui affecte les coraux durs (dite « SCTL D » pour « Stony Coral Tissue Lost Disease »).

Le CAR-SPAW a lancé son nouveau site internet (<https://www.car-spaw-rac.org>) afin de promouvoir le Protocole SPAW et ses objectifs, et a régulièrement alimenté les réseaux sociaux (Facebook, Indeed, LinkedIn...) d'informations pratiques. Pour en savoir plus sur les actions du CAR-SPAW, un rapport d'activité détaillé portant sur 2019-2020 est disponible sur ce site.



UT de St Martin et de St Barthelemy



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Construction et Habitat

SAINT-MARTIN

139 permis de construire
1 permis d'aménager
83 déclarations préalables

5 lettres d'observation

21 recours gracieux (demandes de retrait de permis de construire)

256 actes reçus dont 238 contrôlés

12 Procès-verbaux d'urbanisme adressés au Procureur de la République

SAINT-BARTHÉLEMY

321 permis de construire
59 permis d'aménager
169 certificats d'urbanisme

535 actes reçus dont 381 contrôlés

Aménagement et logement

- 🏠 Réflexions avec la Collectivité sur l'évolution de leurs documents d'urbanisme
- 🏠 Participation aux réflexions sur la création d'une piscine publique
- 🏠 Versement de l'acompte FUL (Fonds d'Urgence Logement) de 3 millions d'euros à 3 bailleurs sociaux (SIKOA, SIG, Semsamar) pour la reconstruction post-Irma

Eau et Biodiversité

Assainissement

- 💧 Visite des stations d'épurations publiques de Friar's bay, Quartier d'Orléans, Canonnier, Oyster pond et Millrum avec la SAUR et constat de dysfonctionnements
- 💧 Participation au projet de création d'une station d'épuration des eaux usées avec Sint-Maarten (Partie Hollandaise)
- 💧 Contrôle des systèmes d'assainissement de l'ensemble des restaurants de Grand-Case, Friar's bay, Anse Marcel et de la Baie Orientale
- 💧 Appui pour la gestion d'un dysfonctionnement à la station d'épuration Saint-Jean à Saint-Barthélemy

Biodiversité

Élaboration du projet d'arrêté préfectoral de protection du biotope des tortues marines en réaction à la multiplication des constructions sur les plages des Terres Basses

Arrêtés du 21 novembre 2020 interdisant l'introduction dans le milieu naturel de végétaux non cultivés et d'animaux non domestiques, non indigènes de Saint-Martin

Arrêtés du 20 octobre 2020 relatifs à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire de Saint-Martin

Coopération avec l'OFB sur l'identification et la caractérisation des cours d'eau et ravines de Saint-Martin



Police eau et biodiversité

- 5 Dossiers Loi sur l'eau déposés à Saint-Martin
- 7 Rapports de constatation et de recherche d'infraction à Saint-Martin
- Mission de l'OFB en février 2020 en renfort sur les thématiques eau et environnement

Risques et Pollution

PPRN

Janvier 2020 :

Mission Lacroix-Desbouis sur le territoire de Saint-Martin (*rencontre avec la population et les acteurs du territoire*)

Mars 2020 :

Publication du Rapport de M. Lacroix (IGA) et M. Desbouis (CGEDD) pour lever les blocages issus du projet de PPRN ayant occasionné des émeutes de décembre 2019

Reprise des réunions de travail avec les techniciens de la collectivité :

6 réunions de travail sur la réécriture du règlement PPRN d'août à octobre, puis cessation à la demande du Président de la Collectivité ; le projet modifié suite aux réunions de travail sera toutefois adressé à la collectivité pour avis, par la préfète Feucher.

Déchets - ICPE

- Réunion de suivi de la dépollution des VHU (*Véhicules hors d'usages*) avec la collectivité, la gendarmerie et les entreprises concernées
- Lancement du Projet PI (« *Pollution free - Integrated waste management* ») d'unité de combustion de CSR (*combustible solide de récupération*) par la société VERDE-SXM
- Refus des dérogations demandées par la société Frigodom (*entrepôt frigorifique*) soumise à déclaration

Connaissance des Îles de St-Martin et St-Barthelemy

- Alimentation des couches cartographiques du SIG
- Création d'un fichier d'occupation des sols avec le CNES (*centre national des études spatiales*)

Sujets transversaux

- Organisation d'une formation sur la police judiciaire de l'environnement pour les agents de l'UT.



RAPPORT D'ACTIVITÉ

DEAL | 2020

Directeur de la publication : Jean-François BOYER | Cheffe de rédaction : Martine WHITE-SINIVASSIN | Mise en page : Mélusine CAUX

